

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUIN 1921

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau XVIII. — Dépenses recouvrables.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2), PAR M. de LIEDEKERKE.

MESSIEURS.

Depuis l'époque où a été déposé le Budget des dépenses recouvrables, les situations se sont profondément modifiées.

Tout d'abord, le chiffre des réparations dues par l'Allemagne, a été fixé forfaitairement par la Commission des Réparations, et accepté par ce pays.

Ensuite, nous pouvons espérer que la dette allemande sera sous peu au moins en partie commercialisée.

Les réserves que nous apportions en présentant ce budget « pour que nos anciens ennemis ne puissent en tirer argument contre nous, si celui-ci ne correspondait pas en tout avec nos revendications envoyées à la Commission des Réparations, et pour que l'Allemagne ne puisse se servir de nos budgets pour en déduire des modifications, soit à nos droits à son égard, soit dans l'établissement de nos comptes », deviennent superflues.

Notre budget des dépenses recouvrables, qui avait été, en partie, dressé dans l'intention, de faire connaître aux pays le montant total de certaines réparations,

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la *Commission du Budget*.

a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Economies : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozcray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans ;

b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnasse, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

qui ne pouvaient du reste pas se terminer cette année, pourra sans inconvenient aucun, ne plus porter actuellement que les crédits nécessaires aux travaux à exécuter pendant l'année courante.

La Chambre se doit donc à elle-même d'examiner ce budget comme tous les autres, avec la décision inébranlable de faire avant tout des économies. Comme le disait notre Ministre des Finances, aux applaudissements de tous, « nous ne pouvons plus faire que les dépenses de nécessité immédiate et urgente ». Nous devons éloigner bien loin de nous, une idée qui n'a eu que trop de crédit dans cette enceinte et surtout dans le pays : « Qu'importe cette dépense, ne sommes-nous pas vainqueurs ». Non, actuellement c'est la Patrie qui doit se refaire, avec le forfait accepté.

Nous vous proposons donc d'écartier de ce budget toute dépense que nous croyons pouvoir remettre sans sérieux inconvenients à une époque où l'ensemble de la vie aura baissé de prix, ce qui, espérons-le, ne tardera plus trop.

Votre Commission exprime un désir : celui de voir l'an prochain, à côté du budget général, dresser un compte de l'avoir et du doit du compte des réparations. Il faudrait pour ce faire, que le Département des Finances recherche, d'une part, toutes les recettes faites à ce jour, ce qui n'est malheureusement que trop aisément et, d'autre part, toutes les dépenses effectuées depuis l'armistice pour la restauration du pays. Ce travail permettrait à la Chambre et au pays de se rendre facilement compte de la situation exacte et réelle des comptes des réparations. Nous pourrions ainsi avoir tous les ans un bilan et un compte de profits et pertes de cette vaste entreprise, et constater tout au moins, espérons-le, que le déficit de cette opération diminue tous les ans. Pouvons-nous croire qu'un jour la balance s'établira entre notre avoir et notre doit, nous n'oserions l'affirmer, bien au contraire. La question importante est que le déficit ne soit pas trop considérable; or, pour avoir quelque chance de voir réaliser cet espoir, il est indispensable de ne plus employer à des coefficients variant entre 5 ou 8.

Votre Commission, en prenant ces décisions à l'unanimité, croit répondre en le faisant aux désirs de la Chambre dont elle est l'émanation et aux désirs du pays. Le crédit de l'Etat doit être à tout prix rassuré et consolidé à l'instant surtout où de nouveaux appels doivent être faits à l'emprunt. Le meilleur moyen d'arriver à ce résultat est de clore l'ère des dépenses exagérées et d'ouvrir celle des économies.

La Belgique traverse une crise de gêne, souhaitons qu'elle ne soit que momentanée, mais pour qu'il puisse en être ainsi il faut savoir se restreindre. Nous avons tous connu des pays qui faute d'avoir compris ces vrais principes, ont vu longtemps arrêter leur essor économique et leur développement, laisser en suspens de grande entreprises commencées ; que l'expérience d'autrui nous serve!!

Avec 10 milliards, 560 millions or, a escompter ou a recevoir d'ici quarante ans que pourrons nous refaire en Belgique! Toute la question est là. Que vaudra notre franc-papier relativement au franc-or quand il s'agira de rembourser le premier ; question grave!

Partant de ces vues votre Commission, a surtout étudié le Budget des Dépenses-Recouvrables au point de vue de sa compression, et de son établissement, conformément aux lois qui régissent notre comptabilité.

Il est regrettable qu'actuellement encore, il soit impossible, de connaître d'une

façon quelque peu précise, l'évaluation de nos dommages, valeur 1914, et de connaître même approximativement les sommes restantes à dépenser.

Ce que l'on peut constater, c'est que la restauration du railway national, a coûté et coûtera encore fort cher, surtout si l'on admet que l'Allemagne, nous a restitué pour plus de 4 milliard et demi de matériel.

Nous vous proposons également de rejeter du budget toutes les dépenses de régularisation, concernant les exercices antérieurs celles-ci devant, à notre avis faire l'objet de crédits supplémentaires se rapportant aux exercices qu'ils concernent.

EXAMEN PARTICULIER DES CRÉDITS DEMANDÉS POUR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

1. Dette publique.

Les crédits demandé se justifient d'eux-mêmes.

L'on pourrait cependant estimer qu'il eût été prudent de porter ici une somme pour l'amortissement des emprunts contractés.

2. Justice.

Ce Département poursuit la remise en état des immeubles domaniaux faisant partie de ses services. Les crédits demandés répondent aux nécessités absolues de l'année.

3. Affaires Étrangères.

Ce Ministère a pu, comme vous l'aurez constaté, diminuer de moitié l'avance à faire au Haut Commissariat Belge des territoires Rhénans.

4. Intérieur.

Notre Département de l'Intérieur a pu remettre à plus tard certains travaux de restauration, de ce chef, les crédits demandés ont pu être réduits de 250,000 francs.

5. Sciences et Arts.

Un crédit global de 750,000 francs est sollicité par ce Ministère ; il est possible et nous l'espérons que cette somme ne soit pas engagée cette année, mais il serait imprudent de la réduire dès à présent.

6. Agriculture.

Le Ministère de l'Agriculture a fort avancé déjà la restauration agricole du pays, l'on peut espérer voir diminuer certains crédits pour les années à venir, sauf cependant ceux qui concernent le n° 22 qui a dû par amendement être augmenté de 5 millions de francs pour l'année en cours.

Malgré cette augmentation, les crédits demandés ont pu être diminués dans leur ensemble, l'exécution de la loi du 13 novembre 1919 étant moins onéreuse qu'on ne l'avait prévu.

7. Travaux Publics.

Ce Ministère dont dépend en grande partie la restauration de notre vie économique, demandait des crédits pour un montant de 142 millions environ. Cette somme a pu être réduite sans entraver les remises en état nécessaires.

Les prévisions de ce département avaient été faites en partie, avec le désir, d'indiquer à la Chambre, le montant total, des réparations restantes à faire, mais il est impossible de les entreprendre toutes cette année.

De cette façon les n° 25 et 29 ont pu être réduits assez sensiblement.

8. Chemins de fer.

Les observations faites par le Ministère des Travaux Publics peuvent être reproduites pour celui ci, et si on y ajoute que la Commission vous propose d'éarter du budget une somme de 158,990,000 francs qui se rapporte aux dépassements de crédits nos amendements se justifient d'eux-mêmes.

L'article 34 de ce budget a pu être décomposé de la façon à donner à la Chambre quelques explications sur les achats à faire.

La Commission espère que ce Département qui a dû remployer à de très hauts prix les années passées, ne sera plus aussi talonné actuellement par le besoin et que les coefficients de remplacement baisseront sensiblement.

9. — Défense Nationale.

Le Ministère de la Défense Nationale est un des seuls qui a vu augmenter le chiffre de ses dépenses probables, depuis le dépôt du budget. Il y a été contraint, pour pouvoir payer les pensions aux militaires, celles-ci jusqu'à ce jour ne pouvant encore être réglées par le Département des Finances. L'augmentation constatée de ce chef, figure du reste en diminution à la Dette publique.

La Commission a prié ce Département ainsi que celui des Travaux Publics, de bannir de leurs constructions et restaurations toute espèce de luxe, actuellement l'on ne peut songer à faire beau, il faut se contenter de faire bon.

10. Affaires économiques.

Ce Département à lui seul comporte à peu près la moitié des crédits demandés au budget des dépenses recouvrables. C'est à lui, en effet, qu'incombe les payements de tous les dommages aux biens et aux personnes. C'est de lui que dépendent les hauts commissaires, la nouvelle organisation judiciaire et surtout la reconstruction de bien des immeubles. Le Ministre des Affaires Économiques est actuellement le plus gros entrepreneur du pays.

Il se trouve à la tête d'un rouage nouveau et provisoire, dans lequel les difficultés sont innombrables, où les tentations de spéculation et de malversation se rencontrent à tous les pas pour un grand nombre d'agents. Ce Département ne pourrait être trop circonspect et prudent. Des contrôleurs de remplacement existent et fonctionnent à la grande satisfaction de leur chef. Les inspections, vérifications et contrôles sont nombreux et fréquents ; faut-il encore les augmenter ?

Depuis le dépôt du budget, le Gouvernement, par un projet de loi, propose de diminuer au fur et à mesure des possibilités les attributions des hauts commissaires. Ceci est déjà un signe évident que la restauration est en bonne voie.

Nous devons nous réjouir de cette constatation.

La Chambre trouvera en annexe, certains documents concernant les cours et tribunaux de dommages de guerre, et établissant l'activité croissante de ces organismes. Nous osons espérer que ces bonnes dispositions ne feront que croître et augmenter. De ce rouage dépend, en somme, la restauration rapide ou lente du pays dévasté, le devoir impérieux des tribunaux est de se hâter ; la Chambre y veillera.

Le pays, verrait d'un bon œil le dépôt d'un projet de loi, permettant au pouvoir exécutif de diminuer bientôt le nombre de ces juridictions de circonstances, cela lui donnerait encore une fois de plus l'impression que la restauration avance.

Vous pourrez constater, Messieurs, que votre Commission tout en ayant spécialement examiné le budget de ce Ministère, y apporte peu de modifications, et pourquoi, parce que l'intérêt bien compris du pays, est de restaurer au plus vite. L'État devant un intérêt de 5 p. c. sur toutes les sommes dues, pour dommages de guerre, depuis le 1^{er} janvier 1920. Avant tout, il faut aller vite, pour nous décharger des frais généraux de cette vaste entreprise que l'on peut évaluer à 50,000,000 environ.

Des dispositions sont prises pour liquider la section des transports, ainsi que les stocks.

Votre Commission vous propose de supprimer la formule, peu claire, qui se trouve en tête du projet du Budget, et qui est libellée ainsi :

« Les imputations sur les crédits inscrits au présent tableau peuvent en cas de besoin être faites sans distinction d'exercices, pour les dépenses engagées, depuis 1919 dans la limite des crédits alloués ultérieurement. »

Des dispositions d'une si grande importance doivent, à son avis, être réglées par la loi.

Votre Commission se propose de faire de ces dispositions le texte d'un article de loi, à incorporer à la loi de finance.

CONCLUSION.

De l'étude complète de ce Budget, il ressort que les économies sont difficiles à faire par la Chambre, c'est dans chaque Département, que le Ministre

doit veiller au grain. L'adage « Faites-moi de bonnes finances et je vous ferai de la bonne politique » est plus vrai que jamais; mais plus difficile que jamais à réaliser, c'est pourquoi votre Commission ose compter sur la bonne volonté de tous.

Le Rapporteur,

DR. LIEDEKERKE.

Le Président,

A. MECHÈLYNCK.



ANNEXE I.

ACTIVITÉ DES ORGANISMES DE RÉPARATION

Situation au 30 avril 1921.

TABLEAU I.

Arrondissements.	Nombre total des Chambres de Commerce et fonctions en laissant de côté les Com. Pr.)	Donnages aux biens.					Nombre total des affaires traitées.	Montant des sommes allouées par jugements pour dommages aux biens.		
		Jugements définitifs.	Jugements provisionnels.	Transactions admises.	Nombre des contrats de reconstructions par l'Etat visés.	Donnages aux personnes. — Jugements rendus.				
Anvers	5	11	47,397	1,359	215	480	4,893	7,505	10,472,614,45	
Malines	4	11	38,713	2,854	724	4,072	4,410	1,952	32,977,472,01	
Turnhout	2	9	12,380	1,275	31	2,279	—	8,009	52,089,748,69	
Bruxelles	8	19	131,808	3,472	266	1,191	(*) 662	2,483	448,221,35	
Louvain	5	14	44,582	2,196	2,792	4,315	14	1,704	35,318,025,33	
Nivelles	6	6	24,378	1,42	166	51	172	1,793	17,479,521,17	
Charleroi	22	22	69,736	1,562	651	842	1,937	3,444	41,070,022,40	
Mons	3	13	102,084	646	262	230	(*) 1,476	(*) 3,492	271,294,579,25	
Tourhout	3	7	75,836	738	210	830	1,629	7,936	12,677,532,81	
Audenarde	3	9	64,774	762	204	277	(*) 222	(*) 4,588	11,034,587,59	
Gand	16	16	141,830	1,655	431	3,987	2,853	1,830	89,454,646,73	
Terneuzen	4	10	90,782	1,346	461	381	309	—	10,756	
Bruges	6	23	82,800	1,943	968	746	3,255	26	7,147	
Courtrai	17	17	145,000	7,233	1,212	475	7,646	138	10,014	
Furnes	10	30	75,014	2,976	9,554	360	2,579	113	80,918,941,83	
Ypres	10	31	78,179	3,343	2,691	1,546	12,242	993	64,842,282,91	
Liege	7	19	48,904	2,328	624	318	4,786	253	52,784,075,70	
Huy	6	6	17,450	1,675	76	546	225	9	141,919,788,45	
Verviers	3	12	29,450	1,062	395	181	669	30	46,358,430,72	
Arlon	1	7	26,803	424	99	180	4,359	67	9,329,900,14	
Marche	1	2	22,743	1,583	177	459	44	—	1,735,245,00	
Neufchâteau	2	6	15,767	1,036	272	392	202	—	216,500,00	
Dinant	3	13	40,121	550	446	398	(*) 3,104	(*) 4,303	502,458,457,86	
Namur	3	10	43,768	795	168	470	1,636	13	9,661,696,11	
Hasselt	2	5	15,745	660	38	308	35	—	20,598,500,27	
Tongres	2	3	44,674	1,312	5	168	10	5	12,635,635,29	
									22,882,460,42	
									14,672,606,57	
									3,149,041,65	
									5,473,995,45	
									3,724,493,99	
									35,424,244,43	
									31,204,596,66	
									1,246,450,00	
									44,559,574,26	
									133,000,00	
									258,769,470,56	
									947,438,942,75	
Relevé au 31 août 1920 (*)	143	324	1,467,599	45,294	18,458	16,278	47,432	1,677	214,685	
									21,784	

(1) Chambre spéciale pour Ypres.

(2) Non compris le nombre des avances maximales de 30, 50 et 80,000 francs.

(3) Renseignements pas parvenus.

(4) Extrait de la communication faite par M. le Ministre de l'Intérieur sur l'état de la réparation des dommages de guerre et la restauration des régions dévastées aux commissions réunies des Dommages de guerre et des Régions dévastées des deux Chambres, séance du 21 septembre 1920.

[N° 420.]

ACTIVITÉ DES TRIBUNAUX DES DOMMAGES DE GUERRE

TABLEAU II.

Dommages aux personnes.

Situation au 30 avril 1924.

Numéro d'ordre.	Tribunal.	Nombre des demandes déposées.	Nombre de jugements accordant indemnité pour			Total,	Jugements de débouts.	Total des jugements.
			incapacité.	déportation.	venues et orphelins.			
1	Auvers.	7,258	594	2,666	223	3,480	1,443	4,893
2	Malines.	2,655	243	1,416	79	4,438	1,314	1,922
3	Turhout.	1,276	131	1,416	77	354	544	368
4	Bruxelles.	6,588	705	405	214	1,824	380	1,704
5	Louvain.	5,140	213	4,131	424	1,555	238	1,793
6	Nivelles.	6,490	2,733	4,188	316	2,695	509	3,144
7	Charleroi.	9,634	2,733	522	497	3,757	674	4,131
8	Mons.	20,284	1,835	687	770	2,794	698	3,492
9	Tournai.	16,808	2,172	4,069	575	6,816	1,420	7,936
10	Audenarde.	9,966	1,081	2,609	301	3,991	347	4,338
11	Gand.	25,325	410	661	527	4,598	932	4,890
12	Fernonde.	17,583	1,284	4,428	886	6,598	549	7,447
13	Bruges.	10,463	205	21	570	796	1,487	1,983
14	Gourvai.	40,000	2,724	3,657	939	7,320	779	8,099
15	Furnes.	4,382	207	45	158	380	367	747
16	Ypres.	3,592	661	763	672	2,096	942	3,008
17	Liege.	5,328	960	489	804	2,950	677	2,997
18	Huy.	4,499	418	133	94	345	124	469
19	Verviers.	2,480	304	826	209	4,839	385	4,794
20	Arlon.	7,987	1,366	3,114	691	5,168	1,619	6,787
21	Marche.	1,814	938	550	79	4,360	92	4,659
22	Nivelles.	1,650	870	462	152	1,184	262	1,446
23	Dinant.	5,086	2,103	801	780	3,684	619	4,303
24	Namur.	8,032	2,750	4,606	884	5,940	440	5,650
25	Hasselt.	2,884	596	1,343	64	2,000	388	2,388
26	Tongres.	1,223	488	515	82	785	450	1,255
		224,244	26,026	33,407	41,034	70,487	45,659	86,146

ANNEXE II.

ART. 64. — En vertu des dispositions organiques en vigueur (Arrêté Royal du 31 août 1920), le fonctionnaire qui perçoit déjà une indemnité ou un traitement, ne touche à raison de l'emploi qu'il occupe, dans les organismes des dommages de guerre, que la différence entre ce traitement et celui qui est attribué à la fonction exercée.

C'est ainsi, notamment, que si les commissaires de l'État sont fonctionnaires en activité de service de l'État, de la province ou de la commune, ils ne perçoivent qu'une indemnité annuelle égale à la différence entre leur traitement et l'indemnité initiale de 10,000 francs attribuée aux commissaires de l'État.

Il en est de même pour ceux qui touchent une pension à la charge du Trésor public.

Il est impossible d'affirmer que mon Département pourra terminer les affaires commencées avec le personnel dont il dispose.

Pour faire face aux nécessités de l'œuvre de la réparation, il a fallu mettre à la disposition des divers organismes le personnel indispensable.

Il y a lieu de penser, qu'à l'heure actuelle, le personnel en fonctions peut être considéré comme suffisant pour satisfaire à la tâche qui lui est dévolue. Cependant, il peut se produire que, dans certains services, l'extension du travail, l'abondance des dossiers de demandes en réparation, la nécessité d'activer le règlement de certains dommages et de mettre fin à l'arriéré existant, exigent l'adjonction d'une ou plusieurs unités au personnel actuel.

A seule fin de démontrer l'importance qu'ont prise ces organismes, je crois utile de rappeler les étapes successives qu'à parcourues l'œuvre de la restauration au point de vue des nécessités de l'organisation matérielle.

I.**PERSONNEL.**

	Au 1 ^{er} janvier 1920.	Au 1 ^{er} juillet 1920.	Au 1 ^{er} janvier 1921.
Commissaires spéciaux	Néant.	24	25
Id. de l'État	140	224	309
Greffiers	26	26	26
Id. adjoints	88	104	119
Employés commissariats :	150	260	372
Id. greffes	89	268	228
Chambres	93	110	115

II.

L'activité des commissariats s'est manifestée de la manière suivante :

En janvier 1920, les commissaires de l'État ont réalisé 9,808 opérations.

Pendant le mois de juin 1920, ils ont réalisé 14,707 opérations.

En décembre 1920, ce chiffre s'est élevé à 24,711 opérations.

Je m'en tiens à ces moyennes successives à intervalle semestriel.

ART. 75. — *Traitements et indemnités diverses.*

Haut Commissariat Royal du littoral . . .	197,463.68
— Bruges . . .	267,562.64
— Adj. Ghislain . . .	95,101.00
— Roulers . . .	90,224.08
— Furnes . . .	83,968.16
— Ypres . . .	742,627.12
— Adj. Poperinghe . . .	101,117.32
— Ypres . . .	138,173.08
— Wervicq . . .	174,957.28
— Gand . . .	214,814.88
— Mons . . .	141,285.80
— Adj. Bruxelles . . .	38,940.40
— Liége . . .	227,027.68
— Adj. Namur . . .	305,167.12
— Luxembourg . . .	258,823.48
<hr/>	
Total . . .	3,079,253.52

Ce chiffre de 3,079,253.52 a été établi en tenant compte des traitements et indemnités diverses des agents qui sont actuellement en service. Il n'a été prévu que 2,825,000 francs. L'augmentation provient de ce que depuis que les prévisions budgétaires pour l'exercice 1921 ont été établies, plusieurs Hauts Commissaires Royaux ont encore sollicité des extensions de personnel.

Il est probable que la somme de fr. 3,079,253.52 devra être majorée dans la suite:

ART. 86. — Le poste de 9,000,000 de francs ne constitue pas une dépense effective, mais une prévision extrême pour le cas où pendant la période d'active reconstruction qui s'annonce, nous aurions à faire face à une demande importante de charroi. Il y a lieu d'observer, d'ailleurs, que ces dépenses sont en partie contrebalancées par une recette effective et que tous les efforts actuels de mes services tendent à annuler complètement ces dépenses par les recettes de transport.

Les dépenses réelles ne sont, d'ailleurs, engagées qu'au fur à mesure des besoins, et la nécessité en est rigoureusement contrôlée par mon Administration qui, à cette fin, dresse mensuellement un compte d'exploitation mettant en regard les recettes et les dépenses à équilibrer.

Ce poste a déjà subi une compression de 2,000,000 de francs sur la première estimation faite. Cette compression a précisément eu lieu en tenant compte de la réduction du prix des matières premières. Il est possible que ces prix diminuent encore et permettent une réduction correspondante des dépenses, mais j'estime qu'il n'est pas possible de se baser sur des probabilités qui ne peuvent pas se réaliser et que, dans ces conditions, il est préférable de ne pas modifier le chiffre de 9,000,000 de francs.

ART. 92. — En vertu de l'article 4 de la loi du 8 avril 1919, l'adoption

entraîne pour l'État l'obligation d'assurer les dépenses nécessitées par le rétablissement du domaine et des services publics de la commune; les dépenses obligatoires auxquelles la commune ne peut faire face, en tout ou en partie, par suite des circonstances, ainsi que les dépenses facultatives dont l'inscription au budget communal a été admise par le H. C. R. Dans les communes qui se trouvent dans l'impossibilité dûment constatée par lui, d'agir par elles-mêmes, le H. C. R. se substitue aux administrations communales pour faire face aux dépenses dont il est question ci-dessus.

Dans les communes qui sont en mesure de poursuivre l'exécution des travaux soit par leurs propres ressources, soit au moyen de libéralités qui leur sont faites, ce n'est qu'après s'être assuré qu'elles ont épuisé tous les moyens mis à leur disposition pour obtenir le maximum de recettes possibles, que les H. C. R. interviennent, par voie de subsides, pour faire face aux dépenses.

Le chiffre de 75,000,000 francs a été fixé à la suite d'une enquête faite auprès des H. C. R.

Ce chiffre se décompose comme suit .

Anvers	14,000,000
Flandre Occidentale Nord	30,000,000
» " Sud.	2,500,000
Brabant {	8,000,000
Hainaut {	700,000
Liège {	
Luxembourg {	
Namur	
Littoral	2,000,000
Total.	<u>74.200,000</u>

ART. 93. — Mon Département ne s'occupe de l'achat de matériaux qu'en cas d'absolue nécessité. Le crédit de 60 millions doit servir au paiement des matériaux que l'État achète en vue de la reconstruction des immeubles détruits.

Parmi les dépenses qui seront engagées figurent en ordre principal celles qui résultent de l'achat des briques.

Il convient de remarquer que la politique interventioniste de l'État en de briques se justifie, attendu qu'il était nécessaire de rendre à l'industrie briquetière le développement qui s'imposait, eu égard aux besoins énormes de ces matériaux. Si l'État s'était abstenu, il n'est pas douteux que les quantités de briques fabriquées eussent été insuffisantes et que, par conséquent, les prix demandés eussent atteint un taux exagéré.

L'État intervient également dans le cas où, par suite de restrictions apportées au régime d'exportation de certains matériaux, il peut obtenir des producteurs des prix particuliers pour les fournitures à effectuer en vue de la reconstruction des régions dévastées. C'est ainsi, par exemple, que les fabricants de ciment Portland artificiel concèdent à l'État une réduction de

17 francs à la tonne, à condition de pouvoir exporter 60 p. c. de leur production.

ART. 96. — Si les dispositions réglant actuellement l'octroi de secours aux évacués et réfugiés restent en vigueur, le montant des crédits prévus de ce chef au budget de 1921 pourra être réduit l'an prochain ; toutefois, cette réduction ne sera pas très importante, elle résultera uniquement de la diminution du nombre des personnes secourues.

ART. 97. — Il résulte de renseignements fournis par le Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, que les dépenses arriérées (dépenses de 1919) du chef du ravitaillement de la population civile lors de la libération du territoire, etc., ont été fixées à 5 millions de francs par année budgétaire jusqu'à la liquidation totale.

Le chiffre total de la dépense n'a pas encore été fixé.

FONDS DU ROI ALBERT.

Le Fonds du Roi Albert n'exige plus de subsides.

Le pourcentage des frais généraux du F. R. A. depuis la date de sa création jusqu'au 31 décembre 1920, s'élève à 2,89 p. c.

Calcul du pourcentage des frais généraux d'administration depuis la création du *Fonds du Roi Albert* jusqu'au 31 décembre 1920.

A. Dépenses.

1 ^o CHAPITRE I : Frais d'administration	fr.	1,698,444.58
2 ^o — II : Travaux d'exécution en province . . .	fr.	88,992,729.59
3 ^o — III : Comptes d'ordre.	fr.	101,410.97
Total des dépenses.	fr.	90,792,585.14

B. Recettes.

Montant des recettes sauf subsides de l'État et dons . . .	fr.	4,974,510.99
Total.	fr.	<u>95,767,096.15</u>

Soit en chiffres ronds 95,767,100 francs.

Relevé des Frais généraux.

1. Frais généraux chapitre I	fr.	1,698,444.58
2. Traitements, salaires et indemnités personnel en province, imputés à l'article 15 du 15 août 1919 au 31 décembre 1919.	fr.	278,330 »
3. Service des autos-motos et vélos.	fr.	253,815.74
4. Traitements, salaires, indemnités personnel en province, chapitre II, article 20	fr.	457,284.51
5. Frais de déplacements, chapitre II, art. 21	fr.	80,628.65
Total	fr.	2,768,503.45

Soit en chiffres ronds : 2,768,500 francs.

$$\text{Pourcentage : } \frac{2,768,500 \times 100}{95,767,100} = 2,89 \text{ p. c.}$$

Le compte de l'exercice 1920, dont exemplaire ci-joint, permettra d'apprécier l'insime pourcentage des frais d'administration et d'en étudier le détail.

Pour l'année 1920, le F. R. A. a remboursé les frais de déplacement ci-dessous :

M. André, H. C. R., à Mons.	fr.	969,00
M. Coppieters, H. C. R., à Ostende		694,40
M. le baron Delvaux de Fenffe, H. C. R., à Liège		842,00
M. de Grooté, H. C. R., à Bruges		1,055,70
M. Grenier, H. C. R., à Gand		735,00

Les autres administrateurs, résidant à Bruxelles ou ayant un libre-parcours du chef de leur mandat parlementaire, ne réclament pas le remboursement de leurs frais de déplacement.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION DU BUDGET

DETTE PUBLIQUE

	Crédit demandé.	Crédit proposé Amendement du Gouvernement.	Crédit proposé par la Commission
Art. 4.	54,444,000	20,266,500	20,266,500

JUSTICE.

Art. 8.	20,000	25,200	25,200
---------	--------	--------	--------

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Art. 14.	600,000	300,000	300,000
----------	---------	---------	---------

INTÉRIEUR.

Art. 16.	100,000		Supprimé.
Art. 17.	100,000		50,000
Art. 18.	300,000		200,000

AGRICULTURE.

Art. 20.	425,000	325,000	325,000
Art. 21.	45,000,000		35,000,000
Art. 22.	10,000,000	15,000,000	15,000,000

TRAVAUX PUBLICS.

Art. 25.	50,000,000	51,500,000	15,000,000	15,00,000 rejetés parce que dépassem.
Art. 27.	9,286,000		9,279,440	35,000,000 parce que ne pouvant être dépenses cette année.
Art. 28.	30,000,000	1 ^{er} Am. { 42,300,000 2 ^e Am. { 50,300,000	38,000,000	6,560 dépassement. 12,000 000 dépassement

	Crédit demandé.	Crédit proposé Amendement du Gouvernement.	Crédit proposé Amendement de la Commission	
Art. 29.	50,000,000	42,000,000	25,992,000	8,000 pour dépassement. 17,000,000 ne devant pas être dépensés cette année.
Art. 30.	100,000		50,000	
Art. 31.	50,000		40,000	
Art. 32.	2,000,000		1,000,000	

CHEMINS DE FER.

Art. 33.	1,900,008	2,050,000	1,900,000	150,000 fr. dépassement de crédit.
Art. 34.	139,100,000		119,100,000	Réduction consentie.
Art. 34. a)	Achat de billes, etc.		35,000,000	
Art. 34. b)	Achat de rails et matériel de voies .		25,000,000	
Art. 34. c)	Rétablissement de la signalisation .		40,000,000	
Art. 34. d)	Travaux et fournitures en vue de la restauration des ouvrages d'art, bâtiments, voies, etc.		37,000,000	
Art. 35. e)	Salaires et traitement.		2,100,000	
Art. 35.	378,450,000		226,550,000	151,000,000 dépassement de crédit. 4,200,000 dépassement de crédit.
Art. 36.	9,300,000		5,100,000	
Art. 37.	1,020,000	2,820,000	2,520,000	
Art. 38.	12,720,500		12,720,500	
Art. 39.	507,000		567,000	
Art. 40.	1,930,000		1,335,538	Réduction consentie.
Art. 41.	22,654,070		19,914,070	Dépensée à remettre à un an.

DÉFENSE NATIONALE.

Art. 43.	10,355,000	10,558,902	10,355,000	Dépassement.
Art. 45.	80,245,000	122,178,500	122,175,500	
Art. 48.	800,400	2,260,000	1,500,000	Dépassement.
Art. 50.	1,000,000	350,000	350,000	
Art. 52.	2,647,080		2,593,700	53,380 : Vie chère.
Art. 57.	8,000,000		8,000,000	Transfert de l'Extra.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Art. 57.	7,361,000	5,604,000	5,337,000	212,000 Vie chère. 55,000 Dépassement.
Art. 59.	940,000	4,373,000	940,000	3,433,000 Dépassement.
Art. 64.	10,000,000	17,750,000	9,850,000	{ 150,000 Vie chère. 1,750,000 Dépassement.
Art. 66.	1,094,200	1,124,200	1,094,200	30,000 Dépassement..
Art. 73.	74,500	81,400	74,500	6,900 Dépassement.
Art. 75.	2,825,000	4,500,000	3,687,000	{ 750,000 Dépassement. 62,500 Vie chère.

Crédit demandé.	Crédit proposé	Amendement de la Commission	Crédit proposé
	Amendement du Gouvernement.		
Art. 76.	75,000	260,000	200,000 50,000 Dépassement.
Art. 77.	125,000	360,000	285,000 75,000 Dépassement.
Art. 78	150,000	650 000	300,000 300,000 Dépassement.
Art. 79.	530,000		516,150 13,850 Vie chère.
Art. 80.	6,800,000		6,509,000 291,000 Dépassement.
Art. 84.	100,000		90,000 10,000 Dépassement.
Art. 85.	400,000	175,000	400,000 75,000 Dépassement.
Art. 86.	9,000,000	7,000,000	6,565,000 435,000 Dépassement.
Art. 88.	820,000	887,000	866,000 21,000 Vie chère.
Art. 92.	75,000,000	a) 75,000,000 92	75,000,000
Art. 93.	60,000,000	b) 58,800,000 93	40,000,000
Art. 94.	400,000,000	c) 377,500,000 94	377,500,000
Art. 95.	10,000,000	d) 25,000,000 95	25,000,000
Art. 101.	875,000	e) 10,000,000 95bis	10,000,000
		1,525,000	875,000 650,000 Dépassement.

(A)

(Nr 420.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Tabel XVIII : Invorderbare uitgaven.

VERSLAG

NAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER de LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

Sedert de Begrooting der invorderbare uitgaven werd ingediend, zijn de toestanden grondig veranderd.

Voorerst werd het cijfer der schadeloosstelling, door Duitschland verschuldigd, bij overeenkomst door de Commissie voor Herstel vastgesteld en door dit land aangenomen.

Wij mogen daarenboven hopen dat eerlang de Duitsche schuld ten minste gedeeltelijk in koophandelszaken zal omgezet zijn.

Toen wij deze begrooting indienden, maakten wij ons voorbehond, « opdat onze vroegere vijanden in onze begrooting, moest deze niet volkommen overeenstemmen met de eischen welke wij aan de Commissie voor Herstel hadden overgemaakt, geen reden tegen ons zouden kunnen aanvoeren, en opdat

(1) Begrooting, nr 404.

Algemeen verslag, nr 261.

(2) Samenstelling van de Begrootingscommissie :

a) De Leden der Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Cariyer, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) Zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren du Bus de Warnasse, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Buc.

Duitsland in onze begrootingen geen schijnreden vinden zou om onze rechten jegens haar en onze rekeningen te wijzigen»; dit voorbehoud is thans overbodig geworden.

Onze begroting der invorderbare uitgaven, welke gedeeltelijk werd opgemaakt met het doel, aan het land kennis te geven van het geheel bedrag van sommige herstellingen die, trouwens, dit jaar niet konden voltrokken worden, kan thans zonder bezwaar hoegenaamd slechts de credieten vermelden, welke vereischt worden tot de uit te voeren werken tijdens het loopende jaar.

De Kamer heeft dus den plicht, deze begroting op dezelfde wijze te onderzoeken als de overige, met den vasten wil bezuinigingen te doen. Onze Minister van Financiën werd toch door allen toegejuicht, toen bij zegde « dat wij nog slechts de uitgaven van onmiddellijke en dringende noodzaakelijkheid mogen bekostigen ». Er bestaat eene mening, die maar te veel ingang gevonden heeft in ons midden en vooral in het land en die wij gansch uit ons hoofd moeten stellen, namelijk : « Wat geeft deze uitgave, daar wij toch overwinnaar zijn ! » Neen, thans is het dat het Vaderland door middel van de aangenomen overeenkomst zich herstellen moet.

Wij stellen u dus voor, uit deze begroting alle uitgaven te weren, welke wij, zonder ernstige bezwaren, kunnen uitstellen tot wanneer de levensduurte zal gedaald zijn, hetgeen, naar wij hopen, niet lang meer uitblijven zal.

Uwe Commissie drukt den wensch uit, dat het eerstkomend jaar, benevens de algemeene begroting, eene rekening worde voorgelegd van het crediet en het debet der rekening van het herstel. Om daartoe te komen, zou het Departément van Financiën moeten nazoeken, eensdeels, al de tot nog toe geïnde ontvangsten, wat ongelukkiglijk niet licht uit te maken is, en, anderdeels, al de uitgaven welke sedert den wapenstilstand ten bate van 's Lands herstel werden gedaan. Dit zou de Kamer en het Land toelaten, zich gemakkelijk rekenschap te geven van den juisten en werkelijken toestand der rekeningen van het herstel. Aldus konden wij, elk jaar, eene balans bekomen, alsmede eene winst- en verliesrekening deze uitgebreide onderneming, en ten minste — laten wij het hopen — eene vermindering van het tekort in deze inrichting vaststellen. Mogen wij de hoop koesteren dat, eensdaags, de balans zal overwegen naar ons voordeel en ons recht? Ik durf het niet beweren, verre van daar. Zaak is het, dat het tekort niet te aanzienlijk zij; nu, om eenige kans op welslagen in dien zin te bekomen, is het volstrekt noodzakelijk geene coëfficiënten meer te gebruiken, die schommelen tuschen 5 en 8.

Wanneer uwe Commissie deze beslissingen eensgezind neemt, meent zij te beantwoorden aan het verlangen der Kamer, waardoor zij werd aangesteld, alsmede aan het verlangen van het land. Het Staatseredit moet te allen prije worden versterkt en bevestigd, vooral nu een herhaald beroep moet worden gedaan op de leening. Het beste middel om tot dit gunstig gevolg te geraken, is, den weg der buitensporige uitgaven af te sluiten en dien der bezuinigingen open te stellen.

België doorworstelt eene lastige crisis; laten wij hopen dat zij slechts tijdelijk zij; doch, opdat zulks mogelijk weze, moet men zich kunnen beperken. Allen hebben wij landen gekend, waarvan de economische vlucht en de ontwikkeling langen tijd werden gestuit, waar groote aangevangen onderaemingen werden stilgelegd, omdat zij de beginseelen hadden miskend. Moge een anders ervaring ons tot les dienen!!

Binnen veertig jaren zullen wij zien of wij België kunnen herstellen met 10 milliard 360 miljoen in goud, waarop wij mogen rekenen! Dat is gansch de zaak! Hoeveel zal onze frank-papier waard zijn in verhouding tot den frank in goud, wanneer wij eerstgenoemde waarde zullen moeten terugbetaLEN. Gewichtig vraagstuk!

Uitgaande van deze gedachten heeft uwe Commissie de Begrooting der Invorderbare Ontvangsten onderzocht hoofdzakelijk met het oog op hare inkrimping en hare vaststelling, overeenkomstig de wetten die ons rekenplichtig beheer regelt.

Spijtig is het dat men nog heden ten dage niet ten naasten bij de raming kennen kan van onze schade, waarde in 1914, en zelfs niet ten naasten bij de nog uit te geven sommen.

Het herstel van 's Lands spoorweg heeft reeds veel geld gekost en zal nog veel kosten, vooral wanneer men bedenkt dat Duitschland ons voor 1 milliard frank materieel heeft teruggeschonken.

De Commissie stelt u voor, uit de begrooting te weren al de uitgaven tot vereffening betreffende de voorgaande dienstjaren, daar deze, volgens hare meening, moeten worden gedeckt door bijkomende credieten uitgetrokken op voormalde dienstjaren.

BIJZONDER ONDERZOEK VAN DE AANGEVRAAGDE CREDIETEN VOOR DE ONDERSCHEIDENE DEPARTEMENTEN.

1. — 's Lands Schuld.

De aangevraagde credieten vinden hunne rechtvaardiging in zich zelf.

Niettemin had men kunnen wenschen dat het voorzichtig ware geweest, hier eene som te vermelden tot delging der aangegane leeningen.

2. Justitie.

Dit Departement streett er naar, de onroerende domeingoederen, welke van deze diensten deel uitmaken, weder in staat te stellen. De aangevraagde credieten strooken met de volstrekte behoeften van het jaar.

3. Buitenlansche Zaken.

Zooals gij het hebt kunnen vaststellen, heeft dit Departement het voorschot, bestemd voor het Belgisch Hoog Commissariaat der Rijnsche gebieden, met de helft verminderd.

4. Binnenlandsche Zaken.

Ons Departement van Binnenlandsche Zaken heeft sommige herstellingswerken tot later verdaagd; uit dien hoofde konden de aangevraagde credieten met 250,000 frank worden verminderd.

5. Wetenschappen en Kunsten.

Door dit Departement wordt een globaal crediet van 750,000 frank aangevraagd; het is mogelijk, en wij hopen het, dat deze som dit jaar niet betaalbaar gesteld wordt, doch het zou onvoorzichtig zijn ze van nu af aan te verminderen.

6. Landbouw.

's Lands landbouwherstel door het Ministerie van Landbouw is reeds ver gevorderd; voor de volgende jaren zien wij sommige credieten verminderen, behalve echter die welke betrekking hebben op nr 22 dat, bij wijze van amendement, met 5 miljoen moet verhoogd worden voor het loopende jaar.

Ondanks deze verhoging konden de aangevraagde credieten verminderd worden in hun geheel, daar de uitvoering der wet van 15 November 1919 minder bezwarend was dan men had voorzien.

7. Openbare Werken.

Dit Departement, waarvan grootendeels het herstel van ons economisch leven afhangt, vroeg credieten aan tot een bedrag van ongeveer 142 miljoen. Deze som kon worden verminderd zonder de noodige herstellingswerken te belemmeren.

De ramingen van dit Departement werden gedeeltelijk gedaan met den wensch, aan de Kamer het totaal van de overblijvende herstellingswerken op te geven; doch het is niet mogelijk ze alle dit jaar te ondernemen.

Op die manier konden de nr's 23 en 29 zeer merkelijk worden verminderd.

8. Spoorwegen.

De beschouwingen, door het Ministerie van Openbare Werken in 't midden gebracht, kunnen ook voor dit Ministerie gelden, en, bijaldien men er aan toevoegt dat de Commissie u voorstelt van de Begroting eene som van 150,990,000 frank af te voeren, welke betrekking heeft op de overschrijdingen van de credieten, zijn onze amendementen op zich zelf gebillijkt.

Artikel 34 van deze Begroting kan derwijze worden onderverdeeld, dat men aan de Kamer enige uitleggingen over de noodige aankopen kan verstrekken.

De Commissie hoopt dat dit Departement, dat in de voorige jaren mits zeer hoge kosten moest wederbeleggen, niet meer in zoodanige mate door de huidige noodwendigheid zal worden nagezet en dat de wederbeleggingscoëfficiënten aanmerkelijk zullen dalen.

9. *Landsverdediging.*

Het Ministerie van Landsverdediging is een der enkele, waarvan het bedrag zijner vermoedelijke uitgaven is gestegen sedert het indienen van de Begroting. Het werd er toe gedwongen ten einde de militaire pensioenen te kunnen uitbetalen, daar deze tot op heden nog niet door het Departement van Financiën konden geregeld worden. De uit dien hoofde vastgestelde verhoging komt, overigens, in mindering voor op de Openbare Schuld.

De Commissie heeft dit Departement, alsmede dat van de Openbare Werken verzocht, uit hunne bouw- en herstellingswerken alle weelde te verbannen. Het is thans niet het oogenblik om naar schoonheid te streven : men moet zich tevreden stellen met deugdelijk werk.

10. *Economische Zaken.*

Dit Departement neemt, alleen van zijne zijde, nagenoeg de helft in beslag van de credieten die voor de Begroting der Invorderbare Uitgaven werden aangevraagd. Op hem drukt, inderdaad, de last, al de betalingen van de schade aan goederen en aan personen te verrichten. Van hem hangen af de hoge commissarissen, de nieuwe rechterlijke inrichting en vooral de wederopbouwing van menig vast goed. De Minister van Economische Zaken is thans de grootste aannemer van het land. Hij staat aan het hoofd van een nieuw en voorloopig orgaan, waarin de moeilijkheden zeer talrijk voorkomen, waar de aanlokkingen voor speculeering en verduistering voor een groot aantal bedienden zich voortdurend voordoen. Dit Departement zou niet bedacht en niet voorzichtig genoeg kunnen zijn. Toezieners voor de wederbelegging bestaan en werken tot groote voldoening van hun overste. De inspectiën, nazichten en toezichten zijn talrijk en komen herhaaldelijk voor; dienen ze nog vermeerderd te worden?

Sedert de Begroting werd ingediend, heeft de Regeering, door een wetsontwerp, voorgesteld, van lieverlede en in de mate van het mogelijke de lasten der hoge Commissarissen te verminderen. Dit is reeds een blijkbaar teeken dat het herstel op goede weg is.

Wij moeten ons over deze bevinding verheugen.

In de Bijlage zal de Kamer sommige stukken vinden betreffende de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, welke de stijgende werkzaamheid van deze instellingen bewijzen. Wij durven er op vertrouwen, dat deze goede gesteldheid nog zal verbeteren en toenemen. Van deze instelling hangt over 't algemeen het spoedig of langzaam herstel af van het verwoeste land; het is en blijft dringende plicht der rechtbanken zich te haasten; de Kamer zal er voor zorgen.

Graag zag het Land een wetsontwerp neerleggen, waardoor de uitvoerende macht in staat werd gesteld om eerlang het aantal dezer voorloopige rechtsmachten te verminderen; dit zou het eens te meer den indruk geven dat het herstel vordert.

Gij kunt vaststellen, Mijne Heeren, dat uwe Commissie, die op bijzondere

wijze de Begroting van dit Departement heeft onderzocht, daarin weinige wijzigingen brengt, en wel om de reden, dat het in 's lands wel begrepen belang is zoodra mogelijk te herstellen, dewijl de Staat een interest van 5 t. h. is verschuldigd op al de sinds 1 Januari 1920 uit te betalen sommen wegens oorlogsschade. Eerst en vooral moet er spoedig worden gehandeld om ons van de algemeene kosten van deze uitgebreide zaak, die gerust op 50,000,000 frank kan worden geraamd, te ontladen.

Schikkingen werden getroffen om de vervoerdiensten, alsmede de stocks te vereffenen.

Uwe Commissie stelt u voor, de vage formule, welke aan het hoofd der Begroting staat, te doen wegvalLEN. Deze luidt : « De aanrekeningen op de credieten, in die tabel ingeschreven, mogen desnoods geschieden, zonder onderscheid van dienstjaar, voor de uitgaven besteed sedert 1919, binnen de grenzen der vroeger verleende credieten. »

Bepalingen van zulk een groot belang moeten, volgens haar, door de wet worden geregeld.

Uwe Commissie stelt zich voor, deze bepalingen om te werken tot een wetsartikel dat in de financiënwet zal opgenomen worden.

BESLUIT.

Uit de volledige studie van deze Begroting blijkt dat het voor de Kamer zeer moeilijk is, bezuinigingen te maken; dit is, in elk Departement, de taak van den Minister. De spreek : « maak mij goede financiën en ik zal u eene goede politiek bezorgen » is thans meer waar dan ooit, doch moeilijker dan ooit om te verwezenlijken. Daarom durft uwe Commissie op den goeden wil van eenieder rekenen.

De Verslaggever,

DR. LIEDEKERKE.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

BIJLAGE I.

WERKZAAMHEDEN VAN DE INSTELLINGEN TOT HERSTEL.

Toestand op 30 April 1921.

TABEL I.

Nr. 420.]

Arrondissementen.	Antwoordende commissarissen (buitendienstelijke commissarissen)	Schade aan goederen.				Schade aan personen. — Geweven vormissen.	Aantal behandelde zaken.	Bedrag der sommen, bij vennis verleend wegens schade aan goederen.				
		Eind- vonnissen.	Vonnissen bij voorraad.	Aantal toe- gestane aan- vragen om voor- schotten.	Aantal con- tracten tot weerop- bouwen door den staat.			Eindvonnissen.				
				5	6			7	8	9		
Antwerpen	1	47,397	1,339	215	430	358	—	4,893	10,472	614,45		
Mechelen	11	38,743	2,831	724	1,072	1,440	—	1,052	32,377	472,04		
Turnhout	2	12,380	4,275	31	279	30	—	568	8,009	52,082		
Brussel	19	431,808	3,472	266	1,121	(*) 662	—	1,704	(*) 7,223	806,279,60		
Leuven	14	41,382	2,496	2,792	387	1,315	18	1,793	8,497	17,479,321,17		
Nijvel	6	24,578	1,442	466	51	1,172	4	3,144	3,676	4,070,022,40		
Charleroi	29	69,756	1,562	654	842	1,937	—	4,431	9,423	19,443,900,46		
Bergen	3	102,081	646	262	230	(*) 1,476	—	3,492	(*) 6,406	14,375,207,73		
Doornik	7	75,836	2,910	738	2	1,629	2	7,936	13,345	12,677,832,81		
Audenarde	9	64,774	762	204	277	(*) 222	—	4,533	(*) 6,003	7,749,675,67		
Gent	16	141,830	1,655	434	3,987	2,853	—	1,830	40,736	39,454,616,73		
Dendermonde	10	90,782	1,346	461	351	309	—	7,147	10,014	31,385,770,03		
Brugge	23	82,800	1,913	968	746	3,255	26	1,983	8,891	80,918,241,83		
Kortrijk	17	145,000	7,233	1,212	475	7,646	438	8,099	24,803	52,784,075,70		
Verviers	30	75,014	2,976	2,554	360	2,579	413	747	9,329	46,258,430,72		
Ieperen	31	78,179	3,343	1,212	475	7,646	438	8,099	23,823	1,735,243,00		
Luik	19	48,904	2,328	624	318	4,786	253	2,927	8,236	20,342,070,35		
Hoei	6	17,450	1,675	76	340	225	2	469	2,987	9,661,696,41		
Aarlen	12	29,150	1,062	395	181	669	50	1,724	4,081	12,635,635,29		
Marche	7	26,803	424	99	1,359	412	42	6,787	8,916	2,974,580,90		
Neufchâteau	1	22,743	1,883	177	459	41	—	1,652	3,882	3,626,097,89		
Dinant	6	45,787	1,036	272	322	202	—	1,446	3,278	3,760,027,95		
Namen	13	40,121	550	446	398	(*) 3,104	—	4,303	(*) 8,801	3,721,493,99		
Hasselt	5	43,768	795	168	170	1,636	43	5,650	8,432	10,698,706,81		
Tongeren	9	15,743	660	58	308	35	—	3,449	3,433,136,32	31,204,596,66		
	14,674	4,312	14,674	5	168	40	5	4,235	2,735	14,559,574,26		
	324	4,467,599	45,294	48,458	16,278	47,432	4,677	214,685	21,784	551,663,600,36		
Opgave op 31 Au- gustus 1920 (*)		14,484	7,225							1,974,499,279,45		
										238,769,470,56		
										947,438,942,75		

(1) Bijzondere Kamer voor Ieperen.

(2) Buiten het aantal hoogste voorschotten van 30,50 en 80,000 frank.

(3) Niet ingekomen inlichtingen.

(4) Getrokken uit de mededeeling, door den Minister van Binnenlandsche Zaken gedaan over den staat der oorlogsschade en over het wederopbouwen van de verwoeste streken aan de Vereenigde Commissie voor Oorlogsschade en voor de Verwoeste Strecken van beide Kamers, vergadering van 21 september 1920.

WERELDKRACHAAMHEDEN VAN DE RECHTBANKEN VOOR OORLOGSSCHADE

Schade aan personen.

Tobacco and Health

Orde- Nummer.	Rechbank.	Aantal ingedelde aanvragen.	Aantal vonnissen tot vergoeding wegens onbekwaamheid.			Te zamen.	Vonnissen tot afstijging, en weduwen en wezen.	Aantal vonnissen.
			wegvoering.	weduw en wezen.	223			
1	Antwerpen.	7,258	394	2,666	9,480	1,413	4,898	4,898
2	Mechelen.	2,683	643	1,146	1,438	514	4,952	4,952
3	Turnhout.	1,276	181	405	79	514	868	868
4	Brussel.	6,588	705	214	954	77	1,704	1,704
5	Leuven.	5,110	213	918	1,824	380	1,793	1,793
6	Nijvel.	6,490	1,131	1,188	1,355	298	8,144	8,144
7	Charleroi.	9,634	2,738	522	9,635	509	4,434	4,434
8	Bergen.	20,284	4,337	687	4,97	674	3,492	3,492
9	Doornik.	16,808	2,172	4,069	770	698	7,996	7,996
10	Audenaarde	9,966	1,081	2,609	575	6,816	4,538	4,538
11	Gent.	23,325	4,410	664	527	3,994	4,830	4,830
12	Dendermonde.	17,583	1,284	4,498	886	522	7,147	7,147
13	Brugge.	10,463	1,205	24	570	6,598	4,187	4,187
14	Kortrijk.	40,000	2,724	8,857	7,320	796	1,983	1,983
15	Veurne.	4,582	2,907	158	939	779	8,099	8,099
16	Ieperen.	3,592	684	672	367	320	747	747
17	Luik.	5,328	960	489	672	912	3,008	3,008
18	Hoei.	499	418	133	801	2,950	2,927	2,927
19	Verriens.	2,180	304	826	94	945	4,469	4,469
20	Aarlen.	7,987	4,366	9,141	209	1,339	1,724	1,724
21	Marche.	4,814	1,938	550	694	585	6,787	6,787
22	Neufchateau.	1,650	870	462	672	1,560	1,650	1,650
23	Dinant.	5,086	2,103	804	152	1,484	4,303	4,303
24	Namen.	8,032	2,750	1,606	780	9,684	410	410
25	Hasselt.	2,834	596	1,343	884	5,240	388	388
26	Tongeren.	1,223	188	515	61	2,000	450	450
		221,244	26,026	33,407	44,054	70,487	15,659	86,446

BIJLAGE II.

Art. 64. — Krachtens de geldende organieke bepalingen (Koninklijk besluit van 31 Augustus 1920) trekt de ambtenaar, die reeds eene vergoeding of eene wedde ontvangt, wegens het ambt dat hij vervult in de organismen voor oorlogsschade, slechts het verschil tuschen deze wedde en die welke aan het uitgeoefend ambt verbonden is.

Aldus namelijk ontvangen de commissarissen van den Staat, zoo zij ambtenaar zijn in welke dienst van den Staat, de provincie of de gemeente, slechts eene jaarlijksche vergoeding gelijk aan het verschil tuschen hunne wedde en de aanvangsvergoeding van 10,000 frank aan de commissarissen van den Staat verleend.

Dit is ook het geval voor hen die een pensioen trekken ten laste van de Staatskas.

Het is onmogelijk te zeggen dat mijn Departement de zaken zal kunnen afhandelen die begonnen werden met het personeel waarover het beschikt.

Om te voorzien in de behoeften van het herstellingswerk, moest men het noodige personeel ter beschikking van de verschillende inrichtingen stellen.

Men mag onderstellen dat thans het personeel in dienst als toereikend mag beschouwd worden om te voorzien in de opgelegde taak. Het kan echter gebeuren dat, in sommige diensten, de toeneming van het werk, de overvloed der dossiers met betrekking tot aanvragen om herstelling, de noodzaakelijkheid de regeling van sommige schade te bespoedigen en een eind te stellen aan den achterstand, de toevoeging vergen van een of meer eenheden bij het bestaande personeel.

Eukel om de uitbreiding van deze inrichtingen te bewijzen, acht ik het nuttig de achtereenvolgende stappen in herinnering te brengen door het herstellingswerk, gedaan met het oog op de behoeften der stoffelijke inrichting.

I.

PERSONEEL.

Op 1 Januari 1920. Op 1 Juli 1920. Op 1 Januari 1921.

Bijzondere Commissaris- sen	Geen	24	25
Commissarissen van den Staat	140	221	309
Griffiers	26	26	26
Adjunct-griffiers . . .	88	104	119
Bedienden commissariaat.	150	260	372
Id. griffie . . .	89	268	228
Kamers	93	110	115

II.

De bedrijvigheid der commissariaten uitte zich als volgt :

In Januari 1920, hebben de Commissarissen van den Staat 9,808 verrichtingen gedaan.

Gedurende de maand Juni 1920, hebben zij er 14,707 gedaan.

In December 1920, bedroeg dit cijfer 24,711 verrichtingen.

Ik blijf bij deze opeenvolgende gemiddelde cijfers welke per half jaar zijn opgegeven.

ART. 73. — Jaarwetten en allerlei vergoedingen.

Hoog Koninklijk Commissariaat der kust . . .	197,463,68
— Brugge . . .	267,562,64
— Toeg. Ghislain . . .	93,101,00
— — Roeselare . . .	90,224,08
— — Veurne . . .	85,968,16
— — Ieperen . . .	742,627,12
— Toeg. Poperinge . . .	101,117,32
— — Ieperen . . .	138,173,08
— — Wervicq . . .	174,957,28
— Gent . . .	214,814,88
— Bergen . . .	141,285,80
— Toeg. Brussel . . .	38,940,40
— Luik . . .	227,027,68
— Toeg. Namen . . .	303,167,12
— Luxemburg . .	258,823,48
Totaal. . .	3,079,253,52

Bij het vaststellen van dit cijfer van 3,079,253,52 werd rekening gehouden met de jaarwetten en allerlei vergoedingen ten behoeve van de thans in dienst zijnde beambten. Er werd slechts 2,823,000 frank voorzien. De vermeerdering is het gevolg van het feit, dat, sedert de begrootingsramingen voor het dienstjaar 1921 werden vastgesteld, verscheidene Hooge Koninklijke Commissarissen nog meer personeel hebben aangevraagd.

Waarschijnlijk zal de som van fr. 3,079,253,52 later moeten verhoogd worden.

ART. 86. — De post van 9,000,000 frank is geene werkelijke uitgave, maar eene uiterste begroting voor het geval dat, gedurende het tijdsperiode van drukken heropbouw dat voor de deur staat, wij zouden moeten voorzien in eene belangrijke behoefte aan vervoermaterieel. Het dient echter opgemerkt dat deze uitgaven gedeeltelijk in evenwicht worden gebracht door eene werkelijke ontvangst en dat al de tegenwoordige pogingen van mijne diensten deze uitgaven geheel trachten te vernietigen door de ontvangsten van het vervoer.

De werkelijke uitgaven worden overigens slechts gedaan naar gelang de behoeften, en de noodzakelijkheid ervan wordt streng onderzocht door mijn Bestuur dat, te dien einde elke maand eene bedrijfsrekening opmaakt waarop de ontvangsten naast de uitgaven voorkomen.

Deze post heeft reeds eene eerste besnoeiing ondergaan van 2,000,000 frank op de eerste raming. En bij deze besnoeiing heeft men juist rekening gehouden met de prijsdaling der grondstoffen. Het is mogelijk dat die prijzen

nog dalen en eene gelijkwaardige vermindering der uitgaven mogelijk maken; maar ik acht dat het niet mogelijk is te steunen op waarschijnlijkheden die zich niet kunnen verwezenlijken en dat, in die omstandigheden, het verkiekslyk er is het cijfer van 9,000,000 frank niet te wijzigen.

ART. 92. — Krachtens artikel 4 van de wet van 8 April 1919, brengt de aanneeming voor den Staat de verplichting mee, de uitgaven te verzekeren genoodzaakt door de herstelling van het gebied en van de openbare diensten der gemeente, de verplichte uitgaven waarin de gemeente niet kan voorzien, geheel of gedeeltelijk tengevolge der omstandigheden; alsook de niet verplichte uitgaven waarvan de aanwijzing op de gemeentebegroting werd goedgekeurd door de H. K. C. In de gemeenten die zich in de door hem vastgestelde onmogelijkheid bevinden, zelfstandig te handelen, neemt de H. K. C. de plaats der gemeentebesturen in om in hogergemelde uitgaven te voorzien.

In de gemeenten die in staat zijn de uitvoering van de werken voort te zetten, hetzij met hun eigen middelen of dank zij begiftigingen, komen de H. K. C. slechts tusschenbeide na zich te hebben verzekerd dat zij alle middelen te hunner beschikking hebben uitgeput om het maximumontvangsten te bekomen, en voorzien dan in de uitgaven door middel van toelagen.

Het cijfer van 75,000,000 frank werd bepaald na een onderzoek ingesteld bij de H. K. C.

Dit cijfer wordt als volgt verdeeld :

Antwerpen	14,000,000
West-Vlaanderen Noord.	50,000,000
» » Zuid	2,500,000
Brabant	
Henegouw	3,000,000
Luik	
Luxemburg	700,000
Namen	
Kust	2,000,000
Te zamen.	<u>74,200,000</u>

ART. 93. — Mijn Departement houdt zich, enkel in gevallen van uitersten nood, bezig met den aankoop van materialen. Het crediet van 60,000,000fr. moet dienen voor de betaling der materialen die de Staat koopt voor den heropbouw der verwoeste onroerende goederen.

Onder de uitgaven die betaalbaar zullen gesteld worden, komen hoofdzakelijk voor die welke het gevolg zijn van den aankoop van baksteen.

Het dient opgemerkt dat de politiek van s' Rijks tusschenkomst op het stuk van baksteen te billijken is, aangezien het noodzakelijk was de bakteennijverheid de noodige uitbreiding te geven, met het oog op de overgroote behoeften aan dergelijke materialen. Zoo de Staat zich onthouden had,

is het niet twijfelachtig dat de hoeveelheid vervaardigde bakstenen ontrekend zou zijn geweest en dat, bijgevolg, de gevraagde prijzen overdreven hoog waren geweest.

De Staat komt ook tuschenbeide in het geval dat, tengevolge van beperkingen toegebracht aan het uitvoerstelsel van sommige materialen, hij van de voortbrengers bijzondere prijzen kan bekomen voor leveringen met het oog op den heropbouw der verwoeste streken. Aldus, bij voorbeeld, verleenen de fabrikanten van kunstmatig Portland-cement aan den Staat eene korting van 17 frank per ton, op voorwaarde dat zij 60 t. b. van hunne voortbrengst mogen uitvoeren.

Art. 96. — Zoo de bepalingen, die thans het verleenen van hulpgelden aan de uitgedrevenen en vluchtelingen regelen, in voege blijven, zal het bedrag der uit dien hoofde op de begroting van 1921 voorziene uitgaven — het volgend jaar — kunnen verminderd worden ; deze vermindering zal echter niet zeer belangrijk zijn, zij zal enkel het gevolg zijn van de vermindering van het getal ondersteunde personen.

Art. 97. — Het blijkt uit inlichtingen verstrekt door het Departement van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, dat de achterstallige uitgaven (uitgaven van 1919) wegens bevoorrading van de bevolking bij de vrijmaking van het grondgebied enz., werden bepaald op 5 miljoen frank per begrotingsjaar tot aan de volledige vereffening. Het totaal cijfer van de uitgave werd nog niet bepaald.

KONING ALBERT-FONDS.

Het Koning Albert-Fonds eischt geene toelagen meer.

Het ten honderd van de algemeene onkosten van het K. A. F. vanaf, den dag zijner stichting tot 31 December 1920, bedraagt 2.89 ten honderd.

Berekening van het ten honderd der algemeene bestuurskosten vanaf de stichting het *Koning Albert-Fonds* tot op 31 December 1920.

A. Uitgaven.

1º HOOFDSTUK I : Bestuurskosten	fr. 1,698,444.58
2º — II : Uitvoeringswerkēn in de provincie . .	88,992,729.59
3º — III : Orde-rekeningen	<u>101,410.97</u>
Totaal der uitgaven.	fr. 90,792,585.14

B. Ontvangsten.

Bedrag der ontvangsten behoudens Staatstoelagen en gisten	fr. 4,974,510.99
Totaal.	<u>fr. 95,767,096.13</u>

Zijnde afgerond : 95,767,100 frank.

Opsomming der algemeene onkosten.

1. Algemeene onkosten, hoofdstuk I	fr. 1,698,444.58
2. Wedden, loonen en vergoedingen, personeel in de provincie, vermeld onder artikel 15 der wet van 15 Augustus 1919 op 31 december 1919	278,330 »
3. Dienst der autos, motoren en rijwielen.	253,815.71
4. Wedden, loonen, vergoedingen, personeel in de provincie, hoofdstuk II, artikel 20.	457,284.51
5. Reiskosten, hoofdstuk II, art. 21	80,628.65
	Totaal . . fr. 2,768,503.45

Zijnde afgerond : 2,768,500 frank.

Ten honderd : $\frac{2,768,500 \times 100}{93,767,100} = 2.89$ t. h.

De rekening voor het dienstjaar 1920, waarvan hierbij een afschrift, zal toelaten het geringe t. h. der bestuurskosten vast te stellen en het omstandig te onderzoeken.

Voor het jaar 1920 heeft het K. A. F. volgende reiskosten uitbetaald :

De heer André, H. K. C. te Bergen	fr. 969.80
De heer Coppieters, H. K. C. te Oostende	694.40
Baron Delvaux de Fenffe, H. K. C. te Luik	842.00
De heer de Groote, H. K. C. te Brugge	1,055.70
De heer Grenier, H. K. C. te Gent	735.00

De andere beheerders, te Brussel verblijvend, of die als parlementsleden vrij spoorwegverkeer genieten, hebben de terugbetaling van hunne reiskosten niet geëischt.

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE BEGROOTINGSCOMMISSIE.

'S LANDS SCHULD.

Aangevraagd crediet.	Voorgesteld crediet Amendement van de Regeering.	Crediet voorgesteld door de Commissie.
Art. 4. 54,444,000	20,266,500	20,266,500

JUSTITIE.

Art. 8.	20,000	25,200	25,200
---------	--------	--------	--------

BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Art. 14.	600,000	300,000	300,000
----------	---------	---------	---------

BINNENLANDSCHE ZAKEN.

Art. 16.	100,000	Weggelaten.
Art. 17.	100,000	50,000
Art. 18.	300,000	200,000

Aangevraagd crediet.	Voorgesteld crediet Amendement van de Regeering.	Voorgesteld crediet door de Commissie
LANDBOUW.		
Art. 20.	425,000	325,000
Art. 21.	45,000,000	35,000,000
Art. 22.	10,000,000	15,000,000
OPENBARE WERKEN.		
Art. 25.	50,000,000	51,500,000
Art. 27.	9,286,000	9,279,440
Art. 28.	30,000,00 ⁰ ^{1^e Am.} ^{2^e Am.} } 42,300,000 } 50,300,000	38,000,000
Art. 29.	50,000,000	42,000,000
Art. 30.	100,000	50,000
Art. 31.	50,000	40,000
Art. 32.	2,000,000	1,000,000
SPOORWEGEN.		
Art. 33.	1,900,008	2,050,000
Art. 34.	139,100,000	119,100,000
Art. 34. a)	Aankoop van dwarsliggers, enz.	35,000,000
Art. 34. b)	Aankoop van spoorstaven en mate- riek voor de wegen	25,000,000
Art. 34. c)	Herstel van de seininrichting . . .	40,000,000
Art. 34. d)	Werken en leveringen tot herstel- ling der kunstwerken, gebouwen, wegen, enz.	37,000,000
Art. 35. e)	Loonen en wedden	2,100,000
Art. 35.	378,450,000	226,550,000
Art. 36.	9,300,000	5,100,000
Art. 37.	1,020,000	2,520,000
Art. 38.	12,720,500	12,720,500
Art. 39.	507,000	567,000
Art. 40.	1,930,000	1,335,538
Art. 41.	22,654,070	19,914,070

15,000,000 verworpen
wegen overschrijding
35,000,000 omdat zij
dit jaar niet kunnen
uitgegeven worden.

6,500 overschrijding.
12,300,000 overschr
ding.

8,000 overschrijding.
17,000,000 moeten dit
jaar niet uitgegeven
worden.

150,000 fr. overschrij-
ding van crediet.
Toegestane verminde-
ring.

151,000,000 overschrij-
ding van crediet.
4,200,000 overschrij-
ding van crediet.

Toegestane verminde-
ring.
Uit te stellen voor een
jaar.

Aangevraagd crediet.	Voorgesteld crediet Amendement van de Regeering.	Voorgesteld crediet door de Commissie.
----------------------	--	---

LANDSVERDEDIGING.

Art. 43.	10,355,000	10,558,902	10,355,000	Overschrijding.
Art. 45.	80,215,000	122,178,500	122,175,500	
Art. 48.	800,400	2,260,000	4,500,000	Overschrijding.
Art. 50.	1,000,000	350,000	350,000	
Art. 52.	2,647,080		2,593,700	53,380: Duurtetoeslag.
Art. 57.	8,000,000		8,000,000	Overgebracht uit de buitengew. hegroting.

ECONOMISCHE ZAKEN

Art. 57.	7,361,000	5,604,000	5,337,000	212,000 Duurtetoeslag. 55,000 overschrijding.
Art. 59.	940,000	4,373,000	940,000	3,433,000 Overschrij- ding.
Art. 64.	10,000,000	17,750,000	9,850,000	150,000 Duurtetoeslag. 1,750,000 Overschrijd.
Art. 66.	1,094,200	1,124,200	1,094,200	30,000 Overschrijding.
Art. 73.	74,500	81,400	74,500	6,900 Overschrijding.
Art. 75.	2,825,000	4,500,000	3,687,000	760,000 Overschrijding. 62,500 Duurtetoeslag.
Art. 76.	75,000	260,000	200,000	50,000 Overschrijding.
Art. 77.	125,000	360,000	288,000	75,000 Overschrijding.
Art. 78.	150,000	650,000	300,000	300,000 overschrijding.
Art. 79.	530,000		516,150	13,850 Duurtetoeslag.
Art. 80.	6,800,000		6,509,000	291,000 Overschrijding.
Art. 84.	100,000		90,000	10,000 Overschrijding.
Art. 85.	100,000	175,000	100,000	75,000 Overschrijding.
Art. 86.	9,000,000	7,000,000	6,565,000	435,000 Overschrijding.
Art. 88.	820,000	887,000	866,000	21,000 Duurtetoeslag.
Art. 92.	75,000,000	92 { a) 75,000,000 b) 58,800,000 c) 377,500,000 d) 25,000,000 e) 10,000,000	75,000,000	
Art. 93.	60,000,000		40,000,000	
Art. 94.	400,000,000		377,500,000	
Art. 95.	10,000,000		25,000,000	
Art. 101.	875,000		10,000,000	650,000 Overschrijding.